



Paris le 29 janvier 2025

La submersion de l'inconséquence

Les déclarations de notre Premier Ministre sur LCI lundi dernier, selon lesquelles « *Les apports étrangers sont positifs pour un peuple à condition qu'ils ne dépassent pas une proportion. Dès l'instant où vous avez le sentiment d'une submersion, de ne plus reconnaître votre pays de ne plus reconnaître les modes de vie ou la culture, dès cet instant, il y a rejet* », s'inscrivent dans (l'extrême) droite ligne des déclarations de tant d'autres membres du gouvernement mais aussi dans leurs actes.

Dans cette interview, Monsieur Bayrou parle de « sentiments » des Français. Mais un sentiment n'est pas une réalité.

Non, il n'y a pas de submersion d'étrangers en France, ni en situation régulière, ni en situation irrégulière.

Non les étrangers ne sont pas la cause des difficultés que subissent l'ensemble des personnes qui vivent sur le territoire français.

Ce qu'il faut rejeter, ce ne sont pas les étrangers, c'est cette rhétorique de la submersion, directement et simplement liée à la construction de la peur de l'autre, qui relève d'une vision raciste et xénophobe du monde.

La seule submersion que nous vivons, c'est celle des déclarations des personnalités politiques et d'un discours de haine banalisé sur les principales chaînes d'information, détenues par les tenants des grandes puissances financières.

Pendant qu'on installe chaque jour un peu plus des politiques sécuritaires, d'exclusion, de haine, de « bouc-émissairisation », de remise en cause toujours plus grande des libertés et des droits fondamentaux, on dissimule les vrais problèmes : la destruction des droits sociaux et des services publics, l'accélération du dérèglement climatique, l'abandon des mineurs, les conditions de détention inacceptables, une précarisation généralisée...

On ne peut pas organiser des JO placés sous l'égide de l'inclusion et mener en même temps (et de plus fort les mois qui suivent) une politique en tous points contraire. On ne peut pas prétendre ne pas « reconnaître la France » et bafouer ce qui est censé être sa devise.

A travers leurs propos et leur politique, ces dirigeants fabriquent du désespoir et surfent sur une vague mortifère.

Personne n'a envie de cela.

Le SAF continuera d'agir pour défendre les libertés et les droits fondamentaux et de soutenir toutes les politiques qui favoriseront le vivre ensemble, sur une planète viable.